

Mali: une intervention se précise malgré l'offre de dialogue d'islamistes

BAMAKO (AFP) - Les dirigeants ouest-africains doivent prochainement entériner un plan d'intervention militaire pour reprendre le nord du Mali occupé par des groupes islamistes armés, au moment où l'un de ces groupes affirme rejeter "toute forme de terrorisme" et être prêt "au dialogue".

Réunis mardi à Bamako, les chefs d'état-major de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont adopté ce qu'ils appellent un "concept stratégique", en réalité un plan de reconquête armée du nord du Mali.

"Nous sommes très satisfaits", a déclaré le chef d'état-major de l'armée malienne, le colonel-major Ibrahim Dembélé. "Globalement, le concept a été adopté" et des "troupes amies vont venir ici aider le Mali à reconquérir le Nord", a-t-il ajouté.

Le "concept stratégique" précise la composition de la force qui interviendra au Mali avec l'aval de l'ONU et le soutien logistique de pays occidentaux, le niveau de participation des pays de la Cédéao qui en constitueront le noyau, le financement et les moyens militaires dont elle devra disposer.

Aucun détail n'a cependant été rendu public à l'issue de la rencontre des chefs d'état-major.

"C'est un plan ambitieux, il faut prévoir un peu plus de 4.000 personnes en cas d'intervention militaire. Nous avons étudié tous les paramètres, maintenant, nous attendons les directives de nos chefs d'Etat", a simplement déclaré un officier béninois participant à la rencontre.

Le concept, qui prévoit aussi la présence au Mali de militaires non africains, va être soumis aux chefs d'Etat de la Cédéao au cours d'un sommet qui devrait avoir lieu ce week-end à Abuja, au Nigeria, selon une source proche de la réunion de Bamako.

S'il est approuvé, il sera alors transmis d'ici le 26 novembre au Conseil de sécurité de l'ONU qui devra à son tour se prononcer pour, éventuellement, voter une résolution donnant le feu vert définitif au déploiement de la force.

"J'espère vraiment que les choses vont avancer. Il ne faut pas lâcher la pression sur les groupes terroristes, il faut convaincre tout le monde", a déclaré le général guinéen Sékouba Konaté, chargé par l'Union africaine (UA) de superviser la préparation de la force de la Cédéao au Mali.

Doutes sur la sincérité d'Ansar Dine

La réunion de Bamako s'est tenue au moment où, à Ouagadougou, Ansar Dine (Défenseurs de l'islam), un des groupes islamistes armés occupant le Nord du Mali avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), affirmait rejeter "toute forme d'extrémisme et de terrorisme" et appelait au dialogue avec Bamako.

"Une intervention étrangère, ce n'est pas seulement le Mali qui va en pâtir, c'est toute la sous-région qui va s'embraser. Tout le monde doit s'y mettre pour qu'il y ait la paix", a dit mercredi à l'AFP Mohamed Ag Aharid, porte-parole de la délégation de ce groupe présente au Burkina Faso.

L'annonce d'Ansar Dine, une prise de distance de ses alliés jihadistes d'Aqmi et du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), avec lesquels il contrôle le Nord du Mali depuis sept mois, a été accueillie avec prudence à Bamako.

"L'intégrité territoriale est non négociable, mais à partir du moment où des Maliens décident de déposer les armes et de venir à la table de négociations, nous sommes disposés à les écouter s'ils sont véritablement sincères", a affirmé un conseiller à la présidence de la République, Makan Diarra.

La France a pour sa part estimé que les déclarations d'Ansar Dine doivent "maintenant avoir une traduction concrète sur le terrain"

Les islamistes armés imposent dans le Nord la charia (loi islamique) avec une extrême rigueur, (lapidations de couples non mariés, amputations de présumés voleurs, coups de fouets au buveurs d'alcool) et y commettent de nombreuses exactions et destructions de monuments sacrés.

Des sources sécuritaires régionales ont affirmé à l'AFP que des "dizaines" de jeunes Européens et Africains vivant en Europe, ralliaient où tentaient de rallier les groupes islamistes armés pour combattre à leur côté dans le Nord.

Fin octobre, des "centaines" de jihadistes venus du Soudan et du Sahara occidental essentiellement, avaient été vus par des témoins dans la région